

Russie/Ukraine :

Pour la libération d'Alexandr Koltchenko et d'Oleh Sentsov

Le 22 février 2014, à l'issue de trois mois de mobilisation populaire, le Président ukrainien Ianoukovtich – après avoir fait tuer une centaine de manifestants – s'enfuyait en Russie. La chute de son homme lige à Kyiv (ou Kiev), la crainte d'un approfondissement du processus révolutionnaire en Ukraine, et de sa répercussion en Russie, conduisirent Poutine à lancer une opération politico-militaire en Ukraine. Après une pseudo consultation électorale en Crimée, l'armée russe rattachait cette république autonome à la Russie.

Ceux qui étaient opposés à cette annexion étaient aussitôt soumis à la répression : les Tatars d'abord. Mais aussi tous ceux – russophones ou non – qui refusaient cette farce électorale.

Faire taire toute résistance

C'est dans cette situation que furent notamment arrêtés un jeune cinéaste ukrainien, Oleh Sentsov, et un militant pacifiste, Alexandr Koltchenko.

Ainsi des manifestations pacifiques de protestation ont été organisées en Crimée contre l'occupation militaire russe et le référendum truqué, aux côtés de citoyens tatars, ukrainiens, ou russes, notamment le 19 mai 2014 à Simféropol.

Dans les jours précédant cette manifestation, une série d'arrestations ont visé, à Simféropol, divers opposants, dont le cinéaste Oleh Sentsov (connu pour son long-métrage *Gamer*), enlevé dans la nuit du 11 au 12 mai, et Alexandr Koltchenko, l'un des organisateurs de la manifestation annoncée, arrêté le 16 mai. L'un et l'autre furent kidnappés par les agents des services secrets russes, le FSB. Le 30 mai, le FSB a finalement fait savoir qu'il les détenait, (avec deux autres inculpés, Hennadiy Afanassov et Oleksiy Tchirniy, libérés depuis) pour organisation d'un groupe terroriste "qui devait déposer des explosifs artisanaux près du mémorial de Lénine de Simféropol et mettre le feu aux bâtiments administratifs de la communauté russe de Crimée et du parti politique russe « Russie unie » à Simféropol". Ce groupe est accusé d'être lié à l'extrême droite ukrainienne de "Pravyi Sector". Les accusés risquent vingt ans de prison.

Oleh Sentsov

L'accusation portée contre Oleh Sentsov est grotesque. Mais Oleh Sentsov, comme des centaines de milliers d'autres Ukrainiens qui n'avaient rien à voir avec l'extrême droite, avait participé aux manifestations sur le Maidan à Kyiv. Peu importe pour la police de Poutine : tout manifestant ukrainien est, par définition, un "nazi". Et, comme Oleh Sentsov avait le tort d'être né en Crimée et de résider à Simféropol, il est désormais considéré comme "russe", que cela lui plaise ou non : il est donc soumis à la juridiction de Moscou.

Ce cinéaste, opposé à l'annexion de la Crimée par la Russie, a donc été arrêté, puis emmené à Moscou, où il est détenu à la vieille prison tsariste de Lefortovo. Selon son avocat, Dmitry Dinze (connu pour avoir défendu des membres du groupe Pussy Riot), Sentsov a été frappé pendant des heures, et menacé de viol, pour le contraindre à "coopérer" avec la police. Il est depuis dans l'attente d'un procès. Celui-ci a été une nouvelle fois reporté. Il est désormais fixé au 11 janvier 2015.



Aleksandr Koltchenko

19 réalisateurs et producteurs européens ont signé, le 10 juin, une lettre à Vladimir Poutine pour la défense d'Oleh Sentsov. Parmi ces signataires figurent Pedro Almodovar, Ken Loach, Bertrand Tavernier ou encore Wim Wenders, Costa Gavras, Jean-Pierre Dardenne.

Aleksandr Koltchenko

L'accusation de liens avec l'extrême droite ukrainienne portée contre Koltchenko est encore plus grotesque car il est sans doute le militant antifasciste le plus connu de Crimée. Il se réclame de l'anarchisme, de l'antifascisme, de la défense de l'environnement et de la défense des droits des travailleurs. Ainsi, après avoir diffusé un film sur l'assassinat de la journaliste indépendante criméenne Anastasia Baburova, à Moscou en 2009, il avait été attaqué au couteau par une bande de fascistes.

Les agents de Poutine l'accusent, lui aussi, d'avoir préparé des explosions et incendies. On renoue ainsi avec la tradition des procès de Moscou de l'époque stalinienne, procès montés sur la base d'aveux extorqués et d'accusations les plus absurdes.

Où sont les fascistes ?

L'accusation systématique de "fascisme" est lancée par la propagande du régime de Poutine contre tous les ukrainiens qui ont combattu sa politique. De même, le gouvernement ukrainien est-il accusé d'être un gouvernement de "nazis" issu d'un "coup d'État".

Certes, l'extrême droite ukrainienne existe, et a participé aux événements de Maïdan. Mais elle n'a absolument pas joué de rôle dirigeant dans ce mouvement insurrectionnel contre l'oligarchie et la répression, et pour la démocratie. Et l'élection présidentielle du printemps, de même que les récentes élections législatives, ont montré la place très limitée de ces groupes, plus réduite que dans de nombreux autres pays européens.

Par contre, mais on en parle moins, l'extrême droite ("eurasienne") est influente en Russie, souvent en symbiose avec les soi-disant "communistes" qui ont pignon sur rue à Moscou. Cette "extrême droite" joue un rôle décisif, avec l'appui de l'armée russe, dans l'insurrection conduite dans les oblasts orientaux du Donbass et de Louhansk en Ukraine, alors que la grande majorité de la population de ces oblasts est restée en retrait, ne s'engageant ni avec les "indépendantistes", ni avec l'armée ukrainienne.

En Crimée, l'appel à rejoindre la Russie a été impulsé par les agents de l'État russe, et par l'extrême droite russe. Quant aux "observateurs indépendants" qui cautionnèrent le "référendum" bidon organisé en Crimée, on retrouve parmi eux l'expert aux relations internationales du Front National français, Aymeric Chauprade.

Ce n'est d'ailleurs un mystère pour personne que le Front national tourne le dos aux "nazis" ukrainiens mais se montre solidaire de ses amis russes, soutenant Poutine dans l'annexion de la Crimée.

On mesure donc à quel niveau de cynisme s'élève la propagande poutinesque en accusant le principal antifasciste de Crimée, connu comme tel, d'être un incendiaire néo-nazi.

Campagnes internationales de solidarité

Le 11 juin, une déclaration de l'avocat d'Oleh Sentsov à l'occasion du Festival international du film d'Odessa donnait l'alarme sur la détention arbitraire et les conditions de cette détention dont sont victimes Oleh Sentsov et Alexandr Koltchenko.

Une campagne de solidarité, on l'a indiqué, a été engagée à l'échelle internationale par les cinéastes avec leurs associations pour sortir Sentsov de prison.

Mais Aleksandr Lolotchenko mérite tout autant notre solidarité.

Le 24 juin, Amnesty International a lancé une pétition pour la libération de Sentsov et Koltchenko (1).

Le 15 octobre dernier, se tenait à Paris (au local de l'EDMP) une réunion-débat sur la situation en Ukraine, en présence des militants ukrainiens Nina Potarska (Ligue socialiste-Opposition de gauche), Yuriy Bouzdougane et Olenka Skomorochtchenko (Parti social-démocrate) et des militants russes, Julia Gousseva (Centre Praxis) et Kiril Buketov (syndicaliste indépendant). Le cas d'Alexandr Koltchenko fut exposé aux participants.

Un appel a donc été lancé par 19 premiers signataires de divers syndicats (Solidaires, CGT, FSU, UNEF) et organisations politiques (Ensemble, NPA, L'insurgé, PS) ainsi que des militants suisses et polonais (2) :

"Les soussignés exigent la libération immédiate du militant antifasciste ukrainien de Crimée Alexandr Koltchenko, arbitrairement détenu à Moscou. Ni l'antifascisme, ni la nationalité ukrainienne, ne sont un crime !"

Un tel combat est un point d'appui pour la libération de tous les emprisonnés politiques.

Pour un internationalisme sans exclusive

Mener cette campagne ne signifie pas cacher le fait que les autres impérialismes (américain, allemand et bien sûr français) agissent vis-à-vis de l'Ukraine pour préserver leurs intérêts. Mais le gouvernement de Hollande, notamment, cherche d'abord et avant tout à ménager ses intérêts à Moscou et n'a que faire des emprisonnés politiques en Russie.

Renouer avec les traditions de la solidarité internationaliste, c'est aussi prendre appui sur les manifestations qui sont menées en Russie contre la guerre russe en Ukraine, comme celles conduites dans une dizaine de villes le 21 septembre, manifestations d'autant plus remarquables que, outre la répression, la solidarité avec l'Ukraine se heurte en Russie à un déferlement de chauvinisme orchestré par le régime et ses relais médiatiques.

Ainsi, le 21 septembre à Moscou s'est tenue une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de participants. Parmi leurs slogans, il y avait les deux suivants ; *"Notre plus grande erreur, c'est l'oubli de l'internationalisme"*.

"L'antifascisme n'est pas un crime, libérez l'antifasciste de Crimée, Aleksandr Koltchenko".

Serge Goudard, le 22 novembre 2014 □

Mail pour l'envoi des signatures : gli@iprolink.ch

(1) <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/EUR50/027/2014/fr/7d50968c-8358-48ce-a5cd-odoc41e7893c/eur500272014fr.html>

(2) Verveine Angeli, syndicaliste Solidaires, Stefan Bekier, ancien activiste de l'opposition de gauche en Pologne, militant de Ensemble ! (membre du Front de Gauche), Jean-François Claudon, militant socialiste, Olivier Delbeke, syndicaliste CGT, Fabien Gallet, syndicaliste Solidaires, Dan Gallin, syndicaliste UNIA (Suisse) et Global Labour Institute (Genève), Dominique Gautrat, enseignante retraitée, adhérente au SNES (FSU), Serge Goudard, militant trotskyste et syndicaliste FSU, Pierre Guillaumin, syndicaliste CGT, Laure Jinquot, "L'insurgé" et syndicaliste FSU, Zbigniew Marcin Kowalewski, chercheur et journaliste, Jan Malewski, rédacteur de la revue Inprecor, Alexis Mayet, syndicaliste UNEF, Vincent Prémey, syndicaliste FSU, Catherine Samary, économiste, militante altermondialiste.